

Les subsides

de la Canadair qui étaient là devant nous, députés et moi, cela faisait longtemps que je les voulais devant moi, parce que un milliard trois cents millions, c'est important, nous disaient: Vos questions, messieurs les députés conservateurs ne font qu'aider nos concurrents, ne comprenez-vous pas que vous n'avez pas à cœur notre succès, mais notre faillite, et ce sont ces questions-là que les députés de l'opposition adressaient à la Canadair.

• (1700)

Au lieu de s'assurer, monsieur le Président, que cet argent-là est bien dépensé, tout ce que les députés de l'opposition voulaient savoir, c'était le coût, pour pouvoir ainsi aider la Grumman, parce que justement le député en cause qui posait ces questions avait en main le rapport annuel de la Grumman, et il s'en servait pour embarrasser les témoins qui comparaissaient pour la première fois devant nous les députés.

Monsieur le Président, il est évident que le parti progressiste conservateur n'est pas disposé à être suffisamment responsable pour obtenir ce qu'il demande dans cette requête. J'ai écouté le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty) parler. Ce dernier est le coprésident du comité des règlements et autres textes réglementaires. C'est un des députés que je préfère entendre parler en cette Chambre, parce qu'il est constant, parce qu'il croit fondamentalement à ce qu'il dit, parce qu'il met en pratique ce qu'il dit, et le voir à l'œuvre comme coprésident nous permet de réaliser qu'il sait où il va. Malheureusement, il est seul, et il crie dans le désert lorsqu'il est accompagné de toute cette bande de députés qui sont à côté de lui. Le député de Wellington-Dufferin-Simcoe, j'en suis convaincu, ne veut pas la fin, par exemple, de la société VIA Rail Canada Inc. Parlons de cette dernière, monsieur le Président. Évidemment le très honorable chef de l'opposition n'en a pas parlé, mais il aurait pu se servir de la VIA Rail Canada Inc. comme d'un bon exemple en traitant de cette loi-ci, par rapport à ce qu'il veut, parce qu'on a souvent critiqué le ministre des Transports (M. Pepin) d'avoir coupé 20 p. 100 du trafic...

M. Clark: Sans aucune consultation préalable! Sans audience publique!

M. Deniger: Sans aucune consultation préalable, il l'a fait en été, et sans aucune audience publique et tant mieux, monsieur le chef de l'opposition, parce qu'il dit: Il n'y a pas eu d'audience publique, est-ce un scandale? Est-ce que c'est un scandale? Le scandale, monsieur le Président, c'est que le parti progressiste conservateur va nous critiquer, nous, d'avoir un déficit et de donner encore de l'argent à la société VIA Rail Inc., savoir 164 millions de dollars plus les 500 millions de dollars qu'on a déjà donnés. Moi je dis, quel aurait été le déficit de la VIA Rail Canada Inc. si on n'avait pas justement eu le courage d'abandonner des routes qui n'étaient pas utilisées?

M. Clark: Probablement moins!

M. Deniger: Il est évident que si le chef de l'opposition avait le courage de dire jusqu'au bout sa pensée, monsieur le Président, il aurait peut-être moins de votes à Winnipeg au mois de

janvier, parce que tous les députés savent que les progressistes conservateurs sont en avance dans les sondages, mais on sait aussi qu'ils ont tellement peur, que leur avance est tellement fragile, qu'ils refusent de prendre position sur quelque initiative que ce soit, que lorsqu'ils ont tenu leur congrès d'orientation politique à Toronto, et le chef de l'opposition sourit parce qu'il sait ce que je vais dire, ils n'ont même pas eu l'audace de tenir un débat sur une question d'orientation. Tout ce qu'ils ont fait, c'est utiliser un questionnaire, et maintenant ils font tout pour en camoufler le résultat. Ils devraient avoir honte, monsieur le Président! Un questionnaire dans lequel ils disent qu'ils sont contre les allocations familiales, contre le multiculturalisme, contre toute forme de sécurité, contre l'assurance hospitalisation! C'est cela le parti qui voudrait avoir à cœur la vérification des sociétés de la Couronne, c'est le parti qui voudrait avoir à analyser les faits et gestes quotidiens des sociétés de la Couronne. C'est le parti qui voudrait savoir si les profits d'Air Canada cette année ne devraient pas revenir dans le Fonds consolidé au lieu justement d'être réinvestis, pour s'assurer que le contribuable canadien en a pour son argent. Monsieur le Président, je suis content de les avoir comme adversaires. Je suis surtout content, comme dit mon collègue de Longueuil (M. Olivier), que le chef de l'opposition officielle reste là. Je suis content parce que sur plusieurs autres dossiers, bien qu'il n'ait pas l'appui de son caucus là-dessus, il peut avoir un semblant de bon sens, mais pas dans ce dossier-ci. D'ailleurs c'était évident, j'étais gêné, monsieur le Président, lorsque je l'écoutais parler tantôt tellement il semblait gêné ce qu'on lui avait dit de dire: rien.

Qu'on parle par exemple d'Air Canada, du Canadien National ou de Petro-Canada, le chef de l'opposition sûrement doit savoir s'il reconnaît d'une part que les sondages lui sont favorables, que ces mêmes sondages démontrent que les Canadiens aiment leurs sociétés de la Couronne, qu'ils encouragent leurs sociétés de la Couronne, qu'ils en sont les principaux usagers.

Ne se rappelle-t-elle pas, monsieur le Président, la leçon qu'il a eue en janvier ou en février 1980 lorsque le peuple canadien l'a rejeté d'un trait de la main, parce que justement ce même chef voulait privatiser ces sociétés de la Couronne. L'a-t-il oublié? Vraiment, monsieur le Président, je ne comprends pas! Mais je pense que je ne veux pas perdre mon temps sur ce que le chef de l'opposition n'a pas dit, parce que ce qui est important, c'est le rapport du vérificateur général. Et ce que ce dernier dit, il faut le citer au paragraphe 2.114, parce qu'on a beaucoup parlé du bill C-123, le vérificateur général dit, et je cite:

... le projet de loi C-123 renforce considérablement le rôle des ministres quant au contrôle du financement et à la direction des sociétés qui appartiennent en exclusivité à la Couronne.

Il me semble que c'est très juste et que c'est une analyse franche du bill C-123, et c'est ce que le président du Conseil du Trésor (M. Gray) a rappelé aux députés de l'opposition qui n'étaient évidemment pas très attentifs. Le vérificateur général continue cependant en disant, et je cite: